



AGIR
AVEC LE SUD

Un soutien politique

Des mécanismes de régulation des marchés agricoles, un protectionnisme dépassé ?

Le libre marché agricole, ça n'a pas marché ! La crise alimentaire exacerbée de ces dernières années l'a démontré, les récentes manifestations des producteurs laitiers européens l'ont illustré : la volatilité des prix provoquée par les marchés mondiaux étouffe les paysans.

L'agriculture est multidimensionnelle. Elle nourrit les hommes ; elle participe à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, elle contribue à l'emploi en milieu rural (dans les pays les plus pauvres, elle occupe 50 à 80% de la population). Cette multifonctionnalité en fait un secteur spécifique, qui mérite une attention particulière des pouvoirs publics.

L'Europe s'est construite sur son agriculture, en développant une politique agricole forte, basée sur des mécanismes et des outils adaptés (organisation des marchés, subsides, prix d'intervention...).

Depuis les années 80-90, la PAC a été progressivement démantelée et les outils de protection du marché ont été abandonnés dans une logique de libéralisation du marché, qui coûte cher aux paysans. La disparition programmée des quotas laitiers crée la colère chez les producteurs de lait car elle fait baisser le prix de vente du lait.

Les pays en voie de développement dépendent largement du secteur agricole. La mise en place de politiques qui soutiennent le développement de l'agriculture paysanne et leur travail est une condition incontournable pour le développement durable de ces pays. Cela passe nécessairement par des politiques agricoles fortes (mécanismes de gestion de l'offre, soutien aux producteurs, fixation de prix minimum...). Cela passe aussi par des politiques commerciales favorables à l'essor des marchés locaux plutôt que misant sur les marchés internationaux.

Le secteur agricole ne peut pas être abandonné à la main invisible du marché. Au Nord, comme au Sud, les pouvoirs publics doivent mettre en place des outils de soutien des paysans qui doivent permettre à l'agriculture de remplir ses multiples rôles.

Exemple : le ROPPA (Partenaire de SOS Faim en Afrique de l'Ouest)

Le ROPPA, réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest, soutenu depuis sa création par SOS FAIM, fait un plaidoyer au niveau des instances de la Région de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la mise d'une politique agricole régionale. Grâce au ROPPA, une telle politique communautaire a été votée (l'ECOWAP). Elle reconnaît la souveraineté alimentaire et donne la priorité à l'agriculture paysanne. Pour des questions de moyens, cette loi n'a malheureusement pas encore été implémentée.